

**Art. 13.** De leden van het comité oefenen hun mandaat kosteloos uit.

Ze ontvangen op voorlegging van bewijsstukken een vergoeding van de gemaakte kosten en de transportkosten volgens dezelfde voorwaarden als het personeel van het bevoegde bestuur.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op 15 juli 2019.

**Art. 15.** De Minister die belast is met het beheer van de gemeenschapscentra waar vrijheidsbenemende maatregelen of straffen ten opzichte van uithandengegeven jongeren worden uitgevoerd, is belast is met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14408]

### 3 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, notamment les articles 43*bis* et 44 ;

Vu la proposition de la Commission consultative des Maisons et Centres de Jeunes visée à l'article 44, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du décret du 20 juillet 2000 précité formulée le 18 juillet 2018 ;

Vu l'avis de la sous-commission pour l'Information des Jeunes visé à l'article 44, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2000 précité, formulé le 1<sup>er</sup> mars 2019 ;

Vu l'avis de la sous-commission pour l'Information des Jeunes visé à l'article 43*bis* du décret du 20 juillet 2000 précité, formulé en novembre 2017 et le 1<sup>er</sup> mars 2019 ;

Vu l'avis d'initiative du Comité d'orientation et de sélection pour la production, la diffusion et la qualité de l'information à destination des jeunes, rendu dans le cadre de l'article 43*bis*, § 2, du décret du 20 juillet 2000 précité, donné le 18 mars 2019 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 janvier 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 février 2019 ;

Vu le « Test genre » du 23 janvier 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes, donné le 4 avril 2019 ;

Vu l'avis n° 66.177/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 juin 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la formalité prévue par l'article 43*bis*, § 2, a) et b), du décret du 20 juillet 2000 n'a pu être respectée en raison de problèmes liés à des démissions et au processus de renouvellement des mandats au sein du Comité d'orientation et de sélection pour la production, la diffusion et qualité de l'information à destination des jeunes ;

Considérant le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française ;

Sur la proposition du Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Des dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « décret » : le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations ;

2<sup>o</sup> « Ministre de la Jeunesse » : le Ministre qui a la Jeunesse dans ses attributions ;

3<sup>o</sup> « Service de la Jeunesse » : le Service de la Jeunesse de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française ;

4<sup>o</sup> « comité » : le Comité d'orientation et de sélection pour la production, la diffusion et la qualité de l'information à destination des jeunes, visé à l'article 43*bis* du décret ;

5<sup>o</sup> « centre » : un Centre d'information des jeunes agréé par la Communauté française ;

6<sup>o</sup> « subvention » : la subvention prévue à l'article 44, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret.

CHAPITRE 2. — *Des priorités générales en matière d'information des jeunes visées à l'article 43bis, § 2, a), du décret*

**Art. 2.** Les priorités générales en matière d'information des jeunes visées à l'article 43bis, § 2, a), du décret sont les suivantes :

- 1° priorité 1 : le développement des coopérations ;
- 2° priorité 2 : l'éducation aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- 3° priorité 3 : la production et diffusion d'informations ;
- 4° priorité 4 : les thématiques liées à l'actualité.

**Art. 3.** La priorité 1 vise à favoriser l'émergence de coopérations internes (entre centres) et externes (entre un ou plusieurs centres et d'autres entités).

**Art. 4.** La priorité 2 vise à accompagner les jeunes dans leur appropriation critique de l'information et/ou des modes de communication qui leur sont proposés en leur mettant à disposition des outils leur permettant de développer leur sens critique et leurs actions.

**Art. 5.** La priorité 3 vise à soutenir des projets de production et/ou de diffusion de l'information pour les jeunes par le renforcement des productions et diffusions existantes ou par l'expérimentation de nouveaux modes de production et/ou diffusion de l'information.

**Art. 6.** La priorité 4 vise à renforcer les connaissances du jeune sur les thématiques de société auxquelles il est confronté au quotidien par l'appropriation critique de l'information et/ou de ses modes de communication.

CHAPITRE 3. — *Des critères de sélection visés à l'article 43bis, § 2, b) et c), du décret*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Dispositions générales

**Art. 7.** La subvention est octroyée pour les projets qui répondent aux critères généraux de sélection visés aux articles 8 à 10 ainsi qu'aux critères de sélection particuliers visés, selon le cas, aux articles 11 à 16.

*Section 2.* — Les critères généraux de sélection

**Art. 8.** Pour être sélectionné, le projet doit :

- 1° s'inscrire dans la poursuite de l'une des priorités visées à l'article 2 ;
- 2° poursuivre un ou des objectifs généraux, déclinant la priorité visée à l'article 2, pertinents par rapport aux constats de départ ;
- 3° être conçu de façon pertinente par rapport aux objectifs généraux visés au 2° ;
- 4° être conçu de manière cohérente ;
- 5° s'inscrire dans une finalité citoyenne, responsable, active, critique et solidaire ;
- 6° constituer :
  - a) soit un nouveau projet ;
  - b) soit une phase à venir d'un projet en cours de réalisation ;
  - c) soit le renouvellement d'un projet d'informations terminé ;
- 7° se clôturer, au plus tard, le 31 décembre de l'année qui suit l'année au cours de laquelle la demande de subvention est introduite ;
- 8° permettre la participation des jeunes selon, au moins, l'une des modalités suivantes :
  - a) la consultation des jeunes sur leurs besoins ou attentes en matière d'information ;
  - b) la contribution des jeunes à une ou plusieurs phases du projet ;
  - c) l'évaluation par les jeunes à l'issue du projet.

Pour l'appréciation du respect des critères de sélection visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 3° et 4°, il est tenu compte du référentiel d'évaluation de la pertinence et de la cohérence annexé au présent arrêté.

**Art. 9.** Pour être sélectionné, le projet doit faire l'objet d'un dossier de demande de subvention introduit par un centre dans le délai fixé, selon le cas, aux articles 19 et 22, et comprenant les éléments suivants :

- 1° l'indication de l'une des priorités visées à l'article 2 dans lequel s'inscrit le projet ;
- 2° une description circonstanciée du contexte général dans lequel le projet s'inscrit comprenant, au minimum,
  - a) l'indication des constats de départ ;
  - b) la description de la production et la diffusion d'informations existantes ;
  - c) la description des publics visés par le projet, mentionnant ses caractéristiques socio-économiques (âge, genre, origine culturelle et géographique, niveau de richesse, handicap) ;
  - d) la description du rayonnement territorial du projet.
- 3° la description du ou des objectifs généraux poursuivis par le projet visés à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ;

4° l'indication de la modalité visée à l'article 8, 6°, choisie ;

5° un résumé du projet ;

6° l'indication et la description circonstanciée des objectifs opérationnels, le planning prévisionnel et les ressources prévues, ainsi que les modalités de diffusion du projet ;

7° la description du mode d'évaluation du projet prévu ;

8° si le projet porte sur la modalité visée à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, b), un résumé du projet préexistant, une description de son état d'avancement et une évaluation des premières étapes comprenant un bilan financier ;

9° si le projet porte sur la modalité visée à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, c), un résumé du projet préexistant, une évaluation, comprenant un bilan financier, et l'exposé des motifs de son renouvellement ;

10° un document décrivant et explicitant le budget de l'ensemble du projet comprenant le détail de chaque poste et justifiant le nombre de subventions sollicitées dans les limites fixées à l'article 18 ;

11° en cas de sources multiples de financement du projet, un document spécifiant explicitement les postes auxquels la/les subvention(s) forfaitaire(s) reçue(s) sera/seront affectée(s).

**Art. 10.** Un projet ne peut être sélectionné s'il a fait l'objet d'une subvention facultative par le Service de la Jeunesse autre que celle visée par le présent arrêté durant la même année civile.

### *Section 3. — Les critères particuliers de sélection*

#### *Sous-section 1<sup>re</sup>. — Les critères de sélection propres à la priorité 1*

**Art. 11.** Pour être sélectionné, un projet de la priorité 1 doit emporter la conclusion d'un partenariat avec un ou plusieurs autres centres et/ou un ou plusieurs partenaires extérieurs au secteur de « l'information jeunesse » ne poursuivant pas une finalité commerciale.

Si le partenariat en projet est conclu avec un ou plusieurs autres centres, l'un de ces centres doit être issu d'une fédération différente de celle du centre demandeur de la subvention.

Le partenariat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit être approprié aux objectifs généraux visés à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

**Art. 12.** Pour être sélectionné, un projet s'inscrivant dans la priorité 1, doit faire l'objet d'une demande qui contient, outre les éléments visés à l'article 9, la description circonstanciée du ou des partenaires et du partenariat.

#### *Sous-section 2. — Les critères de sélection propres à la priorité 2*

**Art. 13.** Pour être sélectionné, un projet s'inscrivant dans la priorité 2 doit :

1° porter sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;

2° intégrer une approche critique des nouvelles technologies de l'information et de la communication par la sensibilisation des jeunes à une approche critique et/ou par le renforcement de leur appropriation par les jeunes de celles-ci.

#### *Sous-section 3. — Les critères de sélection propres à la priorité 3*

**Art. 14.** Pour être sélectionné, un projet de la priorité 3 doit porter sur :

1° soit, une production d'informations accompagnée d'une diffusion de celle-ci ;

2° soit, une diffusion d'informations uniquement pour autant qu'elle soit consécutive à une production d'informations antérieure à l'introduction de la demande de subvention.

**Art. 15.** Pour être sélectionné, un projet s'inscrivant dans la priorité 3, doit faire l'objet d'une demande qui contient la description détaillée des résultats recherchés par le demandeur de la subvention en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'information.

#### *Sous-section 4. — Les critères de sélection propres à la priorité 4*

**Art. 16.** Pour être sélectionné, un projet de la priorité 4 doit :

1° porter sur une thématique liée à un sujet d'actualité ;

2° produire une information qui permet de renforcer les connaissances des bénéficiaires sur les thématiques de société auquel ils sont confrontés.

## *CHAPITRE 4. — Du montant et des modalités de la subvention*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Du nombre de subventions et de leur montant*

**Art. 17.** Dans la limite des crédits disponibles, au minimum quarante-sept subventions sont octroyées par année civile.

**Art. 18.** La subvention est d'un montant forfaitaire de 2500 euros.

Un centre peut bénéficier, au maximum, de quatre subventions par année civile.

Un projet peut se voir attribuer, au maximum, quatre subventions par année civile.

*Section 2. — De la procédure d'octroi de la subvention applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Tout dossier de demande doit être introduit sous format électronique auprès du Service de la Jeunesse au plus tard le 1<sup>er</sup> mars.

§ 2. Le Service de la Jeunesse établit une liste des dossiers de demande qui remplissent les critères généraux de sélection visés aux articles 8 et 9 et, le cas échéant, les critères particuliers de sélection visés, aux articles 11 à 16.

Il communique cette liste au Comité et met l'ensemble des dossiers de demande à sa disposition le 15 mars de la même année au plus tard.

§ 3. En vue de la sélection des projets à soumettre au Gouvernement, le Comité se réunit au plus tard le 31 mars de la même année pour examiner les dossiers de demande et établir une liste des projets qui remplissent les critères généraux et particuliers de sélection prévus dans le présent arrêté (liste A). Pour chacun des projets sélectionnés, il indique le nombre de subventions qui, à son estime, doivent être accordées, dans les limites fixées aux articles 17 et 18.

Il établit une seconde liste des projets qui ne remplissent pas les critères généraux ou particuliers de sélection (liste B).

Le Comité motive le classement d'un projet dans l'une ou l'autre liste.

Il transmet les listes motivées au Service de la Jeunesse pour le 7 avril au plus tard.

§ 4. Le Service de la Jeunesse établit une proposition de décision intégrant les listes motivées du Comité et la transmet au Ministre pour le 15 avril au plus tard.

Le Gouvernement statue sur la proposition de décision communiquée pour le 1<sup>er</sup> juin de la même année.

*Section 3. — De la justification et la liquidation de la subvention*

**Art. 20.** Les subventions octroyées sont justifiées par la production d'un rapport d'évaluation du projet, en ce compris un compte, spécifique au projet, comprenant les recettes et les dépenses au plus tard deux mois après la clôture du projet.

**Art. 21.** La liquidation de la subvention se fait en une seule tranche dans les six semaines qui suivent l'engagement budgétaire de l'arrêté y afférent.

*CHAPITRE 5. — Des dispositions transitoires*

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 19, pour l'année 2019, la procédure d'octroi des subventions est fixée dans les paragraphes qui suivent.

§ 2. Tout dossier de demande doit être introduit sous format électronique auprès du Service de la Jeunesse au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre.

§ 3. Le Service de la Jeunesse établit une liste des dossiers de demande qui remplissent les critères généraux de sélection visés aux articles 8 et 9 et, le cas échéant, les critères particuliers de sélection visés aux articles 11 à 16.

Il communique cette liste et met l'ensemble des dossiers de demande à la disposition du Comité le 15 septembre de la même année au plus tard.

§ 4. En vue de la sélection des projets à soumettre au Gouvernement, le Comité se réunit au plus tard le 30 septembre de la même année pour examiner les dossiers de demande et établir une liste des projets qui remplissent les critères généraux et particuliers de sélection prévus dans le présent arrêté (liste A). Pour chacun des projets sélectionnés, il indique le nombre de subventions qui, à son estime, doivent être accordées, dans les limites fixées aux articles 17 et 18.

Il établit une seconde liste des projets qui ne remplissent pas les critères généraux ou particuliers de sélection (liste B).

Le Comité motive le classement d'un projet dans l'une ou l'autre liste.

Il transmet les listes motivées au Service de la Jeunesse pour le 3 octobre au plus tard.

§ 5. Le Service de la Jeunesse établit une proposition de décision intégrant les listes motivées du Comité et la transmet au Ministre pour le 6 octobre au plus tard.

Le Gouvernement statue sur la proposition de décision communiquée pour le 1<sup>er</sup> novembre de la même année.

*CHAPITRE 6. — Des dispositions finales*

**Art. 23.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 24.** Le Ministre ayant la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juillet 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

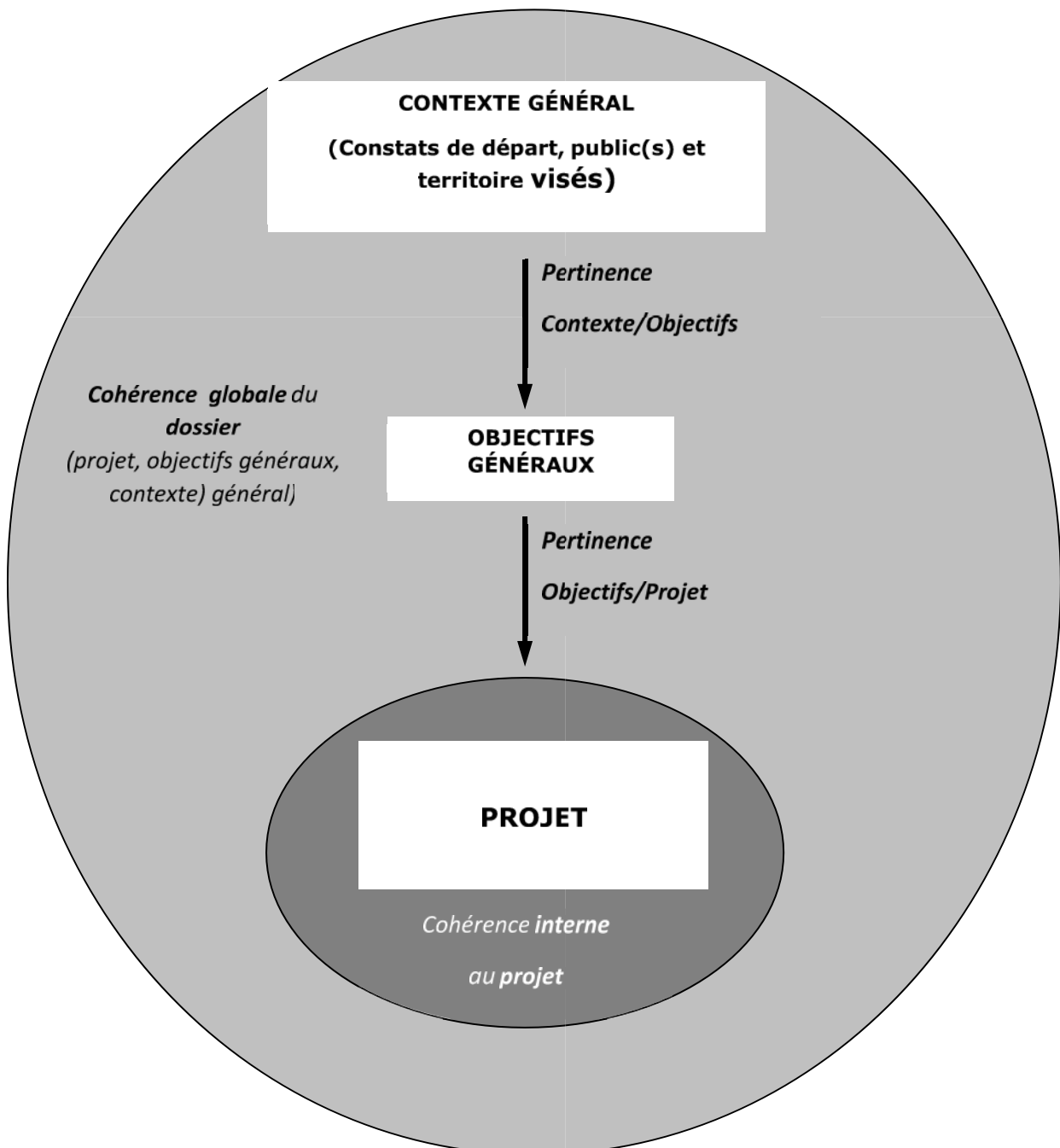
Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice,  
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

R. MADRANE

**Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 portant  
exécution du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de  
subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres  
d'information des jeunes et de leurs fédérations**

**RÉFÉRENTIEL D'ÉVALUATION DE PERTINENCE ET DE COHERENCE**

Les critères d'appréciation des quatre priorités font référence aux notions de **pertinence** et de **cohérence**. Ces concepts sont envisagés comme le schéma ci-dessous l'indique.



- La notion de **pertinence** renvoie au bien-fondé d'un élément au regard d'un autre.
- La **pertinence « Contexte/Objectifs »** concerne l'adéquation des **objectifs** tels que définis dans le dossier avec le contexte général (constats généraux (contexte et besoins), public(s) et territoire visés). Les objectifs sont-ils justifiés par des éléments de contexte objectifs ?
- La **pertinence « Objectifs/Projet »** a trait à l'adéquation du projet dans son ensemble avec les objectifs définis. Le projet (phasage des étapes et temporalité, ressources, modalités organisationnelles, méthodes) tel qu'il est défini est-il adéquat pour rencontrer les objectifs ?
- La notion de **cohérence** renvoie à la capacité du projet et du dossier (projet, objectifs généraux, contexte général) à former un ensemble dont les parties s'enchaînent ou s'articulent correctement et entretiennent des rapports logiques.
- La **cohérence interne du projet** se situe au niveau des rapports qu'entretiennent entre eux ses différents éléments (phasage des étapes et temporalité, ressources, modalités organisationnelles, méthodes). Les différents éléments du projet sont-ils bien articulés ? Forment-ils un tout cohérent ?
- La **cohérence globale du dossier** se rapporte à l'articulation des éléments du dossier de candidature (projet, objectifs généraux, contexte général). Existe-t-il une continuité, un rapport logique entre les différents éléments du dossier (projet, objectifs généraux, contexte général) ? À la lecture du dossier, celui-ci « tient-il la route » ?

Bruxelles, le 3 juillet 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse,  
des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

R. MADRANE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/14408]

**3 JULI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het decreet van 20 juli tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, ontmoetings- en accommodatiecentra en informatiecentra voor jongeren en van hun federaties**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongereninformatiecentra en van hun federaties, en inzonderheid op de artikelen 43bis en 44;

Gelet op het voorstel van de Adviescommissie voor Jeugdhuizen en -centra bedoeld in artikel 44, § 1, derde lid van voornoemd decreet van 20 juli 2000, geformuleerd op 18 juli 2018;

Gelet op het advies van de subcommissie voor Jongereninformatie bedoeld in artikel 44, § 1, 3°, van voornoemd decreet van 20 juli 2000, uitgebracht op 1 maart 2019;

Gelet op het advies van de subcommissie voor Jongereninformatie bedoeld in artikel 43bis van voornoemd decreet van 20 juli uitgebracht in november 2017 en op 1 maart 2019;

Gelet op het initiatiefadvies van het Oriëntatie- en selectiecomité voor de productie, de verspreiding en de kwaliteit van Jongereninformatie, gegeven overeenkomstig artikel 43bis, § 2, van voornoemd decreet van 20 juli 2000, uitgebracht op 18 maart 2019;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën, gegeven op 23 januari 2019;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 februari 2019;

Gelet op de ‘gendertest’ van 23 januari 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, 2e lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor Jeugdhuizen en centra, gegeven op 4 april 2019;

Gelet op het advies n° 66.177/2 van de Raad van state, gegeven op 11 juni 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Overwegende dat de formaliteit van artikel 43bis, § 2, onder a) en b), van het decreet van 20 juli 2000 niet in acht kon worden genomen wegens problemen in verband met ontslagnemingen en het proces van vernieuwing van mandaten binnen het Oriëntatie- en selectiecomité voor de productie, de verspreiding en de kwaliteit van Jongereninformatie;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 betreffende de organisatie van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° “decreet”: het decreet van 20 juli tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties;

2° “Minister van Jeugd”: de Minister bevoegd voor de Jeugd;

3° “Jeugddienst”: de Jeugddienst van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

4° “Comité”: het Oriëntatie- en selectiecomité voor de productie, de verspreiding en de kwaliteit van Jongereninformatie zoals bedoeld in artikel 43bis van het decreet;

5° “centrum”: een door de Franse Gemeenschap erkend informatiecentrum voor de jeugd;

6° “subsidie”: de subsidie die bedoeld is in artikel 44, § 1, 3°, van het decreet.

HOOFDSTUK 2. — *Algemene prioriteiten voor het informeren van jongeren zoals bedoeld in artikel 43bis, § 2, a), van het decreet*

**Art. 2.** De algemene prioriteiten voor het informeren van jongeren zoals bedoeld in artikel 43bis, § 2, a), van het decreet zijn de volgende:

1° prioriteit 1: ontwikkelen van samenwerkingen;

2° prioriteit 2: onderwijs in nieuwe informatie- en communicatietechnologieën;

3° prioriteit 3: productie en verspreiding van informatie;

4° prioriteit 4: thema’s die te maken hebben met de actualiteit.

**Art. 3.** Prioriteit 1 is gericht op het bevorderen van de totstandkoming van interne (tussen centra) en externe (tussen een of meer centra en andere entiteiten) samenwerking.

**Art. 4.** Prioriteit 2 is erop gericht jongeren te ondersteunen bij hun kritische toe-eigening van de hun aangeboden informatie- en/of communicatiemethoden door hen instrumenten aan te reiken die hen in staat stellen hun kritische zin en hun acties te ontwikkelen.

**Art. 5.** Prioriteit 3 is gericht op de ondersteuning van projecten voor de productie en/of verspreiding van informatie voor jongeren door bestaande producties en uitzendingen te intensiveren of door te experimenteren met nieuwe manieren om informatie te produceren en/of te verspreiden.

**Art. 6.** Prioriteit 4 is gericht op het vergroten van de kennis van jongeren over de sociale problemen waarmee zij dagelijks worden geconfronteerd door middel van de kritische toe-eigening van informatie en/of hun communicatiemiddelen.

HOOFDSTUK 3. — *Selectiecriteria bedoeld in artikel 43bis, § 2, onder b) en c), van het decreet*

*Sectie 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 7.** De subsidie wordt toegekend voor projecten die voldoen aan de algemene selectiecriteria van de artikelen 8 tot en met 10 en de specifieke selectiecriteria van de artikelen 11 tot en met 16, naargelang het geval.

*Sectie 2. — Algemene selectiecriteria*

**Art. 8.** Om te worden geselecteerd, moet het project:

- 1° in overeenstemming zijn met een van de in artikel 2 genoemde prioriteiten;
- 2° een of meer algemene doelstellingen nastreven, waarin de in artikel 2 bedoelde prioriteit wordt vastgelegd en die relevant zijn voor de uitgangssituatie;
- 3° ontworpen worden op een wijze die relevant is voor de algemene doelstellingen die in punt 2° zijn beschreven;
- 4° op een coherente manier ontworpen worden;
- 5° in overeenstemming zijn met een maatschappelijk, verantwoordelijk, actief, kritisch en solidair doel;
- 6° vormen:
  - a) ofwel een nieuw project;
  - b) ofwel een toekomstige fase van een lopend project;
  - c) ofwel de vernieuwing van een voltooid informatieproject;
- 7° afgesloten worden uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op het jaar waarin de subsidieaanvraag is ingediend;
- 8° de deelname van jongeren mogelijk maken op ten minste een van de volgende manieren:
  - a) jongeren raadplegen over hun informatiebehoeften of -verwachtingen;
  - b) jongeren laten deelnemen aan een of meerdere fasen van het project;
  - c) evaluatie door jongeren aan het einde van het project.

Bij de beoordeling van de naleving van de in lid 1, 2, 3 en 4 bedoelde selectiecriteria wordt rekening gehouden met het bij dit besluit gevoegde referentiekader voor de beoordeling van de relevantie en samenhang.

**Art. 9.** Om te worden geselecteerd, moet het project het voorwerp uitmaken van een subsidieaanvraagdossier dat door een centrum binnen de in de artikelen 19 en 22 vastgestelde termijn, naargelang het geval, wordt ingediend en dat de volgende elementen bevat:

- 1° de vermelding van een van de in artikel 2 genoemde prioriteiten waarop het project betrekking heeft;
- 2° een gedetailleerde beschrijving van de algemene context waarin het project wordt uitgevoerd, met inbegrip van ten minste een beschrijving van
  - a) een indicatie van de eerste bevindingen;
  - b) een beschrijving van de productie en verspreiding van bestaande informatie;
  - c) een beschrijving van de doelgroepen van het project, met inbegrip van de sociaal-economische kenmerken (leeftijd, geslacht, culturele en geografische herkomst, welvaarsniveau, handicap);
  - d) een beschrijving van de territoriale reikwijdte van het project.
- 3° een beschrijving van de algemene doelstelling(en) van het project zoals bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2°;
- 4° een vermelding van de gekozen methode bedoeld in artikel 8, 6°;
- 5° een samenvatting van het project;
- 6° de vermelding en gedetailleerde beschrijving van de operationele doelstellingen, de voorlopige planning en de geplande middelen, alsmede de methoden voor de verspreiding van het project;
- 7° de beschrijving van de wijze waarop het geplande project zal worden geëvalueerd;
- 8° indien het project betrekking heeft op de procedure bedoeld in artikel 8, lid 1, 6°, b), een samenvatting van het reeds bestaande project, een beschrijving van de voortgang ervan en een evaluatie van de eerste fasen, met inbegrip van een financieel overzicht ;
- 9° indien het project betrekking heeft op de procedure bedoeld in artikel 8, lid 1, 6°, c), een samenvatting van het reeds bestaande project, een evaluatie, met inbegrip van een financieel overzicht, en een motivering van de verlenging van het project;
- 10° een document waarin de begroting voor het gehele project wordt beschreven en toegelicht, met inbegrip van de details van elke post en een motivering van het aantal aangevraagde subsidies binnen de in artikel 18 vastgestelde grenzen;
- 11° in het geval van meerdere financieringsbronnen voor het project, een document waarin expliciet wordt aangegeven aan welke elementen de ontvangen forfaitaire subsidie(s) zal/zullen worden toegekend.

**Art. 10.** Een project kan niet worden geselecteerd als er voor hetzelfde kalenderjaar een andere facultatieve subsidie van de jeugddienst dan die bedoeld in dit decreet is ontvangen.

*Sectie 3. — Specifieke selectiecriteria*

*Subsectie 1. — De selectiecriteria eigen aan prioriteit 1*

**Art. 11.** Om te worden geselecteerd, moet een project van prioriteit 1 het sluiten van een partnerschap omvatten met een of meer andere centra en/of een of meer partners buiten de sector "Jongereninformatie" die geen commercieel doel nastreven.



Indien het geplande partnerschap met een of meer andere centra wordt gesloten, moet een van deze centra afkomstig zijn van een andere federatie dan die van het centrum dat de subsidie aanvraagt.

Het partnerschap, bedoeld in het eerste lid, moet aangepast zijn aan de algemene doelstellingen, bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2°.

**Art. 12.** Om te worden geselecteerd, moet voor een project van prioriteit 1 een aanvraag worden ingediend die, naast de in artikel 9 bedoelde elementen, een gedetailleerde beschrijving van de partner(s) en het partnerschap bevat.

Subsectie 2. — De selectiecriteria eigen aan prioriteit 2

**Art. 13.** Om te worden geselecteerd, moet een project in het kader van prioriteit 2:

1° betrekking hebben op nieuwe informatie- en communicatietechnologieën;

2° een kritische benadering van de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën integreren door jongeren bewuster te maken van het belang van een kritische benadering en/of door jongeren zich deze technologieën eigen te laten maken.

Subsectie 3. — De selectiecriteria eigen aan prioriteit 3

**Art. 14.** Om te worden geselecteerd, moet een project in het kader van prioriteit 3:

1° ofwel betrekking hebben op productie en verspreiding van informatie;

2° ofwel verspreiding van informatie, alleen als deze het resultaat is van de productie van informatie vóór de indiening van de subsidieaanvraag.

**Art. 15.** Om te worden geselecteerd, moet voor een project van prioriteit 3 een aanvraag worden ingediend met een gedetailleerde beschrijving van de door de aanvrager van de subsidie nagestreefde resultaten in termen van verbetering van de kwaliteit van de informatie.

Subsectie 4. — De selectiecriteria eigen aan prioriteit 4

**Art. 16.** Om te worden geselecteerd, moet een project in het kader van prioriteit 4:

1° betrekking hebben op een thema dat verband houdt met een actueel onderwerp;

2° informatie produceren die de begunstigden meer inzicht geeft in de sociale problemen waarmee zij te maken hebben.

#### HOOFDSTUK 4. — *Het bedrag en de voorwaarden van de subsidie*

##### *Sectie 1. — Het aantal subsidies en het bedrag ervan*

**Art. 17.** Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten worden per kalenderjaar ten minste 47 subsidies toegekend.

**Art. 18.** De subsidie is een forfaitair bedrag van 2500 euro.

Een centrum kan maximaal vier subsidies per kalenderjaar ontvangen.

Aan een project kunnen maximaal vier subsidies per kalenderjaar worden toegekend.

*Sectie 2. — De procedure voor de toekenning van subsidies die vanaf 1 januari 2020 van toepassing is*

**Art. 19.** § 1. Alle aanvraagdossiers moeten uiterlijk op 1 maart in elektronische vorm bij de Jeugddienst worden ingediend.

§ 2. De Jeugddienst stelt een lijst op van de aanvraagdossiers die voldoen aan de in de artikelen 8 en 9 bedoelde algemene selectiecriteria en, indien van toepassing, aan de in de artikelen 11 tot en met 16 bedoelde specifieke selectiecriteria.

Zij deelt deze lijst mee aan het Comité en stelt alle aanvraagdossiers uiterlijk op 15 maart van hetzelfde jaar ter beschikking van het Comité.

§ 3. Met het oog op de selectie van de aan de Regering voor te leggen projecten komt het Comité uiterlijk op 31 maart van hetzelfde jaar bijeen om de aanvraagdossiers te onderzoeken en een lijst op te stellen van de projecten die voldoen aan de algemene en specifieke selectiecriteria van dit besluit (lijst A). Voor elk van de geselecteerde projecten vermeldt zij het aantal subsidies dat volgens haar binnen de in de artikelen 17 en 18 vastgestelde grenzen moet worden toegekend.

Er wordt een tweede lijst opgesteld van projecten die niet voldoen aan de algemene of specifieke selectiecriteria (lijst B).

Het Comité motiveert het plaatsen van een project op een van beide lijsten.

Hij stuurt de met redenen omklede lijsten uiterlijk op 7 april naar de Jeugddienst.

§ 4. De Jeugddienst doet een voorstel voor een beslissing waarin de met redenen omklede lijsten van het Comité zijn opgenomen en stuurt dit uiterlijk op 15 april naar de Minister.

De Regering beslist over het voorstel van beslissing, die uiterlijk op 1 juni van hetzelfde jaar wordt meegedeeld.

##### *Sectie 3. — De verantwoording en de vereffening van de subsidie*

**Art. 20.** De toegekende subsidies moeten worden verantwoord aan de hand van een projectevaluatieverslag, met inbegrip van een projectspecifieke rekening, met inbegrip van de inkomsten en uitgaven, uiterl[00c4][00b3]k twee maanden na het einde van het project.

**Art. 21.** De subsidie wordt in één schijf betaald binnen zes weken na de vastlegging van het desbetreffende besluit in de begroting.

#### HOOFDSTUK 5. — *Overgangsmaatregelen*

**Art. 22.** § 1. In afwijking van artikel 19 wordt de procedure voor de toekenning van subsidies voor het jaar 2019 in de volgende leden vastgesteld.

§ 2. Alle dossiers moeten uiterlijk op 1 september in elektronische vorm bij de Jeugddienst worden ingediend.

§ 3. De Jeugddienst stelt een lijst op van de aanvraagdossiers die voldoen aan de in de artikelen 8 en 9 bedoelde algemene selectiecriteria en, indien van toepassing, aan de in de artikelen 11 tot en met 16 bedoelde specifieke selectiecriteria.

Hij deelt deze lijst mee en stelt alle aanvraagdossiers uiterlijk op 15 september van hetzelfde jaar ter beschikking van het Comité.

§ 4. Met het oog op de selectie van de aan de Regering voor te leggen projecten komt het Comité uiterlijk op 30 september van hetzelfde jaar bijeen om de aanvraagdossiers te onderzoeken en een lijst op te stellen van de projecten die voldoen aan de algemene en specifieke selectiecriteria van dit besluit (lijst A). Voor elk van de geselecteerde projecten vermeldt hij het aantal subsidies dat volgens hem binnen de in de artikelen 17 en 18 vastgestelde grenzen moet worden toegekend.

Er wordt een tweede lijst opgesteld van projecten die niet voldoen aan de algemene of specifieke selectiecriteria (lijst B).

Het Comité motiveert het plaatsen van een project op een van beide lijsten.

Hij stuurt de met redenen omklede lijsten uiterlijk op 3 oktober naar de Jeugddienst.

§ 5. De Jeugddienst doet een voorstel voor een beslissing waarin de met redenen omklede lijsten van het Comité zijn opgenomen en stuurt dit uiterlijk op 6 oktober naar de Minister.

De Regering beslist over het voorstel van beslissing, die uiterlijk op 1 november van hetzelfde jaar wordt meegedeeld.

#### HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

**Art. 23.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 24.** De Minister bevoegd voor Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd en Justitiehuisen,  
Sport en de Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14409]

#### 3 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique du « Jardin botanique de Meise » relevant des Services de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, plus particulièrement l'article 87, § 3;

Vu le « test genre » du 12 mars 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 3 avril 2019;

Vu le protocole n° 517 du comité de Secteur XVII, conclu le 26 avril 2019 ;

Vu l'avis n° 66.192/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 juin 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Vice-Président, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias, et du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

##### Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent statut est applicable aux membres du personnel scientifique du Jardin botanique de Meise relevant des Services de la Communauté française.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> membres du personnel scientifique du JBM : les membres du personnel du Jardin botanique de Meise de niveau A transférés à la Communauté française en application de l'accord de coopération entre la Communauté flamande et la Communauté française du 17 mai 2013 relatif à la gestion et au fonctionnement du « Jardin botanique national de Belgique », ainsi que les membres du personnel scientifique de niveau 1 qui intègrent le cadre francophone du Jardin botanique de Meise après la date de ce transfert et qui dépendent des Services de la Communauté française ;

2<sup>o</sup> Ministre compétent : le ou les Ministre(s) dont relèvent les membres du personnel scientifique du JBM ;

3<sup>o</sup> Conseil scientifique : le Conseil scientifique du Jardin botanique national de Belgique visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de l'accord de coopération du 17 mai 2013 entre la Communauté flamande et la Communauté française relatif à la gestion et au fonctionnement du Jardin botanique national de Belgique ;

4<sup>o</sup> fonctionnaire général : le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale dont les membres du personnel scientifique du JBM dépendent.